



Fête de l'HUMA 2011—16, 17 et 18 septembre INVITATION SUR LES STANDS DU PCF PARIS 15 ET DU COLLECTIF PCF RATP



Faire vivre et renforcer le Parti communiste français.

Partout des fronts de lutte pour mettre en échec le capital!

TOUT AU LONG DE LA FETE,

du Vendredi 16 septembre à 17h00 au Dimanche 18 septembre à 19h00 :

Notre stand : un espace permanent de débat politique

- Diffusion d'un tract de masse « rupture avec l'UE du capital et son instrument l'euro »
- Diffusion de journaux du PCF, sous la banderole des « Cahiers communistes pour faire vivre et renforcer le PCF » Campagne d'adhésion.

Notre stand : un espace permanent de convivialité

- Le bar 15^{ème} proposera notamment ses spécialités antillaises, punch (à Juju), boudins, ... Barbecue à chaque heure de repas.

- Le bar RATP proposera notamment son « mojito » et de la restauration légère
- Vendredi soir: musique avec Marcel
- Samedi 21h00: Martial et Olivier chantent Georges Brassens

Notre stand : une petite librairie

Intervention d'Emmanuel Dang Tran, secrétaire de notre section, à la réunion du Conseil national des 3 et 4 septembre 2011



Le plan Fillon d'août n'est qu'un simple avant-goût, presque disproportionné par rapport à la dramatisation politique qui l'a accompagné. Ceci dit sans sous-estimer la nocivité des mesures annoncées dont la taxation des mutuelles.

Tout le discours sur les déficits rentre dans une vaste campagne idéologique destinée à préparer le pays au pire. Le jeu politicien du pouvoir sur la soi-disant « règle d'or » consiste à la fois à mettre le PS en porte-à-faux et, en même temps, à le faire passer pour une alternative, alors que leurs choix de fond se confondent.

Quelle forme pourra prendre la super-austérité demandée aussi bien par le Medef que par les « marchés »? Un plan d'ajustement structurel à l'allemande (les plans « Hartz » de Schröder et successeurs), une série de coupes sombres dans les budgets sociaux à la Cameron ou bien des plans tels que ceux qui s'abattent sur les pays d'Europe du sud? Les exemples grec, portugais ou espagnol, le consensus européen, nous indiquent qu'elle pourra venir en France, après 2012, aussi bien de droite que de « gauche ».

Le mouvement populaire, les luttes seront seules décisives pour faire barrage à cette politique. Communistes, nous avons autre chose à faire qu'à contempler « l'indignation », nous avons à construire la riposte. L'« indignation », c'est une prise de conscience mais c'est presque le niveau zéro de l'action. Loin d'être si spontané qu'on le présente, ce sentiment moral est très bien canalisé par l'idéologie dominante et habilement dirigé contre la « forme parti » et toute organisation conséquente des travailleurs.

L'interview de Bernard Thibault à l'Humanité-dimanche (1^{er} sept. 2011) traduit à sa façon le blocage de la perspective politique (et syndicale) et nos responsabilités de communistes pour la dégager.

L'objectif envahissant de l'alternance en 2012 enferme la dynamique des luttes.

C'était déjà le cas lors des manifestations pour les retraites. Le mouvement social, en cette année décisive, reste sous le coup de cette défaite. Mais Bernard Thibault se félicite que la mobilisation ait « contribué à rendre le gouvernement très impopulaire, ce qui pèsera beaucoup lors des élections de 2012 ». Il est frappant de constater combien les « dix exigences de la CGT pour la rentrée » restent dans les clous du programme du PS.

Cela souligne la nécessité pour notre Parti de mettre en avant **des propositions de rupture**, de lancer des campagnes nationales pour les porter, en particulier dans cette année électorale.

Le choix de Mélenchon comme candidat à la présidentielle ne nous y aidera pas. En 1974, il y avait un enthousiasme dans le Parti, bien déçu ensuite certes, à faire la campagne de Mitterrand en portant nos idées. Cette année, nous aurions du mal avec un programme « partagé » par personne, surtout pas par les communistes. Personne ou

Dette publique ? Faire rendre l'argent aux profiteurs !

Tract de masse—pcf Paris 15—septembre 2011

La campagne redouble pour préparer l'opinion française, les travailleurs, les retraités, les jeunes à de nouveaux sacrifices au nom des déficits et de la dette publics.

Le discours des politiciens, de ceux-là mêmes qui vidant les caisses de l'Etat au profit des plus riches, est pourtant usé jusqu'à la corde : « *nous vivrions au dessus de nos moyens* ». Les 40% de Français qui ne partent pas en vacances peuvent en attester !



Mais les capitalistes passent à une nouvelle étape. **L'attaque coordonnée des milieux financiers, du FMI, de la BCE et de l'UE, pays par pays, offre aux gouvernements nationaux la possibilité d'aggraver très lourdement leur politique « d'austérité »**, de casse des services publics et sociaux, d'amputation des salaires et pensions.

Le « sauvetage » européen de la Grèce se révèle ainsi être une saignée renvoyant le pays vers le sous-développement.

Le même jeu a lieu aux Etats-Unis. Obama, président « démocrate », défenseur présumé des pauvres, joue l'impuissance devant la droite extrême et les marchés. C'est lui-même qui a distribué à la finance, aux grandes entreprises et au lobby militaro-industriel des sommes sans égales.

De Grèce, du Portugal, d'Espagne, d'Italie... : ce que l'on devrait plutôt entendre, c'est la montée des résistances populaires.

En France, dès la rentrée, le gouvernement, fort du chantage à la dette publique, prépare un nouveau tour de vis.

Mais comme en Grèce en 2009, en Grande-Bretagne en 2010, au Portugal en 2011: **il est hautement probable que l'essentiel de la sale besogne reviendra au président et à la majorité nouvellement élus aux élections de 2012, quelle que soit leur**

couleur. Dans la même perspective, en Espagne, Zapatero a convoqué des élections anticipées en novembre.

Les jeux politiques de la campagne électorale, les vagues promesses en l'air ne doivent pas détourner des vraies questions et de la lutte. Il n'y a même pas un an, nous étions des millions à défendre les retraites. Mesurons cette force !

Rien ne va plus au casino de la Bourse ? Tout irait mal pour tout le monde ? Ce n'est simplement pas la vérité.

Ces mêmes jours, 30 des 40 entreprises du CAC 40 ont rendu publics leurs résultats pour le premier semestre 2011 : des bénéfices en hausse de 6,5% ! En six mois, Total a gagné 6,7 milliards d'euros, la BNP-Paribas, 4,7 milliards, GDF-Suez, 2,7 milliards, EDF, 2,6 milliards en bonne part sur nos factures etc.

Les groupes capitalistes se repaissent de la « crise du capitalisme » et notamment des dettes publiques, aux Etats-Unis comme dans les pays d'Europe.

Là aussi, il faut simplement que la vérité se sache. Les déficits publics français, et donc la dette, sont intégralement issus des politiques, qui s'aggravent depuis 15 ans, de cadeaux au patronat, au capital et aux grandes fortunes.

Toutes ces déductions fiscales (baisse de l'impôt sur les plus hauts revenus, suppression de la taxe professionnelle, défiscalisation des heures supplémentaires etc...), les exonérations de cotisations sociales patronales, « compensées » par les contribuables, représentent 110 milliards d'euros par an (plus que le déficit budgétaire !). Sans compter le coût des mesures spéciales prises pour renflouer la finances et les trusts en 2008 et 2009.

Le scandale est là. Ensuite, l'Etat se dit obligé d'emprunter sur les marchés. A qui emprunte-t-il ? A ceux-là mêmes à que les gouvernements ont gratifié de ces cadeaux fiscaux et sociaux et en plus on leur sert de généreux intérêts !

Au nom de ça, nous devrions encore nous serrer la ceinture ? Non !

Les dépenses publiques et sociales n'augmentent pas, contrairement à ce qui est dit. La suppression de dizaines de milliers d'emplois dans les services publics sape les bases du développement du pays et nourrit le gâchis du profit capitaliste. Nous payons plus pour des services moins bons. La baisse des salaires, au nom de la compétitivité, écrase les qualifications et la consommation.

Dans les mois qui viennent, préparons-nous à dire non, puissamment non, pour rejeter les plans du pouvoir, avant comme après les élections de 2012.

Le pouvoir a entamé un petit jeu politicien avec son projet de loi visant à inscrire la fin des déficits budgétaires dans la Constitution, la soi-disant « règle d'or », faisant écho au « pacte européen pour l'euro ».

Depuis, le départ, tout le monde sait que la loi de Sarkozy ne sera pas votée parce qu'il manquera les voix des parlementaires de gauche nécessaires à la majorité requise des trois cinquièmes. Un jeu de rôle se met ainsi en scène avant les élections de 2012.

Pourtant, les gouvernements européens de droite ou « socialistes » poursuivent exactement la même politique antisociale. Les deux camps ont approuvé le traité de Lisbonne et s'inscrivent dans la politique capitaliste de l'UE.

Avant les élections en France, ils voudraient nous faire croire qu'ils divergent sur le fond. Toutefois, Hollande et Aubry ont déjà donné des gages sur leur priorité à diminuer les déficits.

La manœuvre est habile et révélatrice.

Sarkozy veut se faire passer pour « rigoureux » alors qu'il a creusé les déficits publics comme jamais, uniquement en cadeaux au patronat. Pour le coup, le PS a raison de le dénoncer mais en oubliant que Fabius en 2001 a commencé la baisse de l'impôt sur le revenu et que Aubry, avec sa loi dite des « 35 heures » a ouvert la voie à des exonérations sans précédent de cotisations sociales patronales.

La « règle d'or » permet de mettre en scène une opposition factice entre l'UMP et le PS (et leurs satellites). Le PS joue son rôle d'opposition. Ses candidats aux primaires sont bien prudents mais affirment leur volonté exprimée d'augmenter la CSG, de multiplier les emplois exonérés de « charges sociales ».

Belles perspectives pour 2012 : le pire ou le moins pire ! Ne nous laissons pas enfermer dans cette piètre alternative !

LA CRISE: PAS POUR TOUT LE MONDE!

Prévision de dividendes pour les actionnaires des entreprises du CAC 40:

**45 milliards d'euros pour 2011
contre 42 milliards pour 2010**

Il faudrait bientôt renflouer, à nouveau, les banques pour qu'elles continuent à spéculer?

Profits 2010:

BNP-Paribas: : 7,85 milliards d'euros
Société Générale: 3,92 milliards d'euros

Où est passé l'argent que l'Etat, à nos frais, leur a donné en 2008: dans les poches des actionnaires!

DEXIA: 3 milliards d'euros envoyés en l'air depuis 2008!

Les forces existent pour refuser tous les sacrifices que le pouvoir va nous demander !

Battons-nous pour de véritables ruptures !

La dette publique est en grande partie infondée. Il faut la revoir.

La renationalisation du secteur financier est une exigence primordiale.

Ne laissons plus se creuser les déficits publics pour nourrir le profit capitaliste!

Exigeons la suppression des exonérations de cotisations sociales patronales ! Etablissons une fiscalité faisant contribuer justement hauts revenus et grandes entreprises à la mesure de leur capacité !

La hausse des salaires, avec la hausse du SMIC à 1600 euros net et le rétablissement d'une échelle mobile reconnaissant les qualifications est une nécessité face au dumping social.

Assez des diktats du FMI (de Strauss-Kahn ou de Lagarde) et de l'UE ! Libérons-nous de la BCE en remettant en cause l'Euro.

Comblent les déficits ? Oui ! En prenant l'argent à ceux qui s'en repaissent !

presque à ce Conseil national ne parle de Mélenchon, c'est un signe du malaise qui traverse tout le Parti après qu'on a forcé la main aux communistes.

Au meeting de Grenoble, fin août, Mélenchon a levé une part de l'illusion qu'il entretient vis-à-vis de son parti d'origine. Cette fois, il n'a pas esquivé la question en pérorant qu'il arriverait en tête de la gauche. Son rôle de rabatteur se précise. Il tend la main au PS. Il intervient même dans les primaires en rejetant Hollande, après avoir rejeté Strauss-Kahn, en feignant d'ignorer qu'Aubry ou Royal partagent le même programme. Il est remarquable que les propositions immédiates de Mélenchon se situent toutes dans la prolongation, sous forme de surenchère, de celles du PS et les légitime : fiscalité, limitation des hauts salaires, UE... Là où Martine Aubry propose la « manifestation dans les urnes », Mélenchon propose la « révolution dans les urnes ». **Quel besoin d'un deuxième candidat social-démocrate ?**

Le choix de Mélenchon interroge toute la stratégie imposée par la direction du Parti. La seule perspective politique [assénée par Pierre Laurent ou André Chassaigne] c'est la constitution d'une majorité de gauche dans les institutions (sinon au gouvernement) que le Front de gauche tirerait à « gauche ». Loin de contribuer à battre la droite et la politique au service du capital, de renforcer le dynamisme des luttes, cela conduit à rabattre tout sur les élections et sur un minimum commun à « gauche ».

Au lieu de s'effacer dans le Front de gauche, le PCF devrait appuyer où cela fait mal avec le PS, reprendre et prolonger ses positions de toujours. Par exemple :

Pour le financement de la protection sociale, refusons bruyamment la hausse de la CSG et sa fusion avec l'impôt sur le revenu et défendons la cotisation sociale.

Il serait crucial de proposer une liste de (re)nationalisations démocratiques dans les grands services publics comme dans d'autres secteurs (industrie, commerce...).

Il est décisif que notre Parti reprenne ses positions historiques contre l'intégration européenne, l'UE du capital et sa monnaie unique, l'euro.

C'est le cœur du consensus entre les politiciens de droite et du PS. Toutes leurs prises de position sur la dette, même différentes en apparence, réclament plus d'intégration européenne, c'est-à-dire plus de tutelle de l'UE du capital.

Pour notre part, nous ne pouvons pas imaginer remettre en cause efficacement le « Pacte pour l'euro » sans remettre en cause l'euro qui est son instrument.

Le débat doit absolument s'ouvrir dans le Parti sur une initiative nationale pour la fin de l'euro (La sortie de la France de l'euro signifierait politiquement la fin de l'euro).

Toutes nos analyses contre Maastricht et le TCE restent justes. Nous pouvons construire une campagne de masse en lien avec le refus des politiques antisociales nationales.

DEBAT Fête de l'Huma 2011

CONVERGENCES POUR LE SERVICE PUBLIC

- Pour les nationalisations
- Pour la reconquête des monopoles publics
- Pour le refus de l'application des traités, directives et règlements européens

Pas de « pause » électorale pour les luttes!

Stand du Collectif PCF RATP—
dimanche 18/09 à 11h00.

ECHANGE Fête de l'huma 2011

Jeunes communistes dans les lycées, universités et entreprises du 15ème et d'ailleurs:

- Quelle organisations
- Quelles campagnes de masse
- Pourquoi le socialisme?

Stand PCF Paris 15—dimanche 11h00

PAËLLA FRATERNELLE SUR LE STAND COLLECTIF PCF RATP - MIDI 12H00

Fête de l'HUMA—suite

EVENEMENTS SOUS LES STANDS PCF 15 & RATP

Vendredi 16 septembre :

- **18h00: inauguration du stand, apéro « Faire vivre et renforcer le PCF ».** Tous nos amis sont bienvenus. Un buffet fraternel suivra.

- 21h00 : soirée musicale

Samedi 17 septembre :

- **11h30: présentation de notre initiative contre l'UE du capital et son instrument l'UE**

- **16h30 : DEBAT (sur le stand de la Fédé de la Haute-Saône), avenue Lise London**

« *Avenir du PCF : la nécessité de faire vivre et de renforcer le PCF, ce qu'il représente, sans, malgré ou contre l'opération « Front de gauche » avec Mélenchon.* »

Avec Frédéric Bernabé, membre du Conseil national du PCF, secrétaire de la Fédération du PCF 70, Emmanuel Dang Tran, membre du Conseil national du PCF, candidature présentée collectivement à la consultation interne pour les élections de 2012 (printemps 2011), Dominique Negri, membre du Conseil national du PCF, secrétaire de section de Saint-Martin-d'Hères (Isère).

- 21h00, **Animation musicale par les "Copains du quartier", machinistes du dépôt RATP de Flandre et de la ligne 3, (reprises de Georges Brassens et quelles reprises !)**

Dimanche 18 septembre :

•**11h00: STAND RATP « Convergences pour le service public – pas de pause électorale pour les luttes » :** pour la défense et les reconquêtes des nationalisations, des monopoles publics, des statuts, le refus de l'application des traités et directives de l'UE, le rapport de force existe. » Débat présenté par Stéphane Chouly, machiniste à la RATP, responsable syndical et communiste.

•**11h30: point de rendez-vous des Jeunesses communistes du 15^{ème}**

Paëlla fraternelle des camarades de la RATP.

LIVRES EN VENTE SOUS LE STAND: : livres politiques et livres d'occasion

« Résister, c'est exister » - Emile TORNER, éditions Delga

« Qui a tué le Parti communiste italien de Guido Liguori »—préface d'Emmanuel Dang Tran—éditions Delaga. .

Bel hommage à Léo Figuères

Samedi 10 septembre 2011, devant la mairie de Malakoff était rendu un hommage public à Léo Figuères, décédé le 1^{er} août. L'assistance était nombreuse. Elle témoignait à la fois de l'attachement de ses concitoyens de Malakoff, ville dont il a été maire de 1965 à 1996, du respect qu'il inspirait, même à ses opposants, et de l'empreinte du dirigeant historique du PCF sur les communistes dans leur diversité.

Les prises de parole ont rappelé, outre la personnalité humaine exceptionnelle de Léo, les étapes principales de ses combats, d'un engagement communiste ininterrompu de presque 80 ans.

En 1935, il prononçait la déclaration commune des organisations de jeunesse du Front populaire au Stade Buffalo. Le rôle de Léo Figuères dans l'organisation de la Résistance en Zone Sud, sa participation aux luttes anticolonialistes et anti-impérialistes ont été rappelés notamment par Henri Alleg. Action et réflexion étaient indissociables chez ce révolutionnaire infatigable, membre du Comité central du PCF de 1945 à 1976, rédacteur en chef de la revue « Les Cahiers du communisme », auteur de nombreux livres.

En 2010, il publiait encore « Capitalisme, socialisme(s), communisme ».

Cette réflexion ouverte sur l'actualité du socialisme, concept que certains ont laissé disqualifier, fait écho avec la recherche de perspective révolutionnaire exprimée notamment par de nombreux jeunes communistes. Nous avons pu nous en rendre compte dans une heureuse initiative en novembre 2010 d'échange entre Léo et les jeunes communistes du 15^{ème} et du sud des Hauts-de-Seine.

Notre section était représentée à l'hommage par Emmanuel Dang Tran, secrétaire et membre du Conseil national du PCF et par Emile Torner, ancien déporté-résistant. Nous avons adressé au nom de la section nos condoléances à la famille et aux camarades de Malakoff. La proximité géographique et politique avec Léo, ces dernières années, a été d'une grande utilité à nos combats, avons-nous rappelé.

Dans ce moment charnière de l'histoire du PCF, le repère que continue de représenter une personnalité comme celle de Léo Figuères est un vrai point d'appui pour ceux qui veulent continuer à faire vivre le PCF comme parti révolutionnaire dans la lutte des classes.

